

Burundi : L'Etat dépense plus de 11 M US\$ annuels dans la location des bureaux

PANA, 23 avril 2011 Bujumbura, Burundi - L'Etat burundais dépense annuellement plus de 11 milliards de francs burundais (près de 11 millions de dollars américains) pour payer la location de locaux privés par des services publics, apprend-on de l'Association burundaise des consommateurs (ABUCO). Une récente étude de l'ABUCO sur ce sujet controversé dans l'opinion nationale laisse entendre que ces sommes allouées à la location des immeubles et autres bureaux officiels seraient de loin supérieures aux budgets annuels de certains ministères et institutions étatiques. L'ABUCO met en tête des ministères budgétaires en ce qui concerne le loyer, à savoir celui des Relations extérieures de la Coopération internationale. Ce ministère a consacré en 2011 un budget locatif de plus de 4,3 milliards de francs burundais (près de 4,3 millions de dollars américains), soit l'équivalent de 38,6% du budget global de location des immeubles et autres bureaux de l'Etat. Les missions diplomatiques du Burundi à l'étranger participeraient pour beaucoup dans le gonflement de la facture de loyer en devises fortes. L'étude classe en seconde position le tentaculaire ministère de la Santé publique et de la lutte contre le SIDA pour plus d'un milliard de francs (environ 1 million de dollars). D'autres institutions de souveraineté sont logées à la même enseigne comme la présidence de la République, le Sénat, la Cour des comptes et le bureau de l'ombudsman. Pour l'ABUCO, cette situation freine la croissance économique dans la mesure où les crédits locatifs devraient aller normalement aux secteurs porteurs de croissance. L'association recommande à la fin au gouvernement d'initier progressivement des projets de construction de ses propres immeubles et bureaux dans tous les services publics.